

For'UM Union pour la Méditerranée / **Marseille, jeudi 27 mai 2010**
Union for the Mediterranean "For'UM" meeting / **Marseille, 27 May 2010**

Première session d'échange : « Attractivité des pays méditerranéens »

Philippe de Fontaine Vive

Vice-président de la Banque européenne d'investissement
European Investment Bank, Vice-President

Madame la Ministre, Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,

L'actualité des dernières semaines a suscité une abondance de commentaires quant à la capacité de l'Europe à retrouver une croissance forte, après les récents développements de la crise économique et financière. En revanche, il est remarquable qu'au sud et à l'est de la Méditerranée, le ton est différent, avec des taux de croissance globalement élevés en 2009, autour de +3 à +5% selon les pays, tandis qu'au même moment l'UE 27 affichait une croissance négative, de -4,2%. Il y a quelques semaines, au mois de mars, Standard & Poor's a relevé la note du Maroc, qui est ainsi devenu « investment grade » selon les critères de cette agence.

Même s'il est difficile de considérer les pays du sud et de l'est de la Méditerranée comme un ensemble homogène, on constate que la plupart d'entre eux présentent de formidables opportunités d'affaires.

Un substantiel effort d'équipement a été entrepris et de grands programmes d'investissements ont été initiés dans plusieurs domaines : notamment, les transports (autoroutes, voies ferrées, aéroports), l'énergie (modernisation des stations électriques et des réseaux, électrification des zones rura-

les – mais aussi énergies renouvelables avec le Plan solaire méditerranéen) et le développement urbain (aménagement des villes, transports urbains, traitement des eaux et des déchets). [J'ai d'ailleurs signé hier à Paris pour la Banque européenne d'investissement, avec nos partenaires de la CDC, de la CDP, de la CDG et d'EFG Hemes, l'acte de naissance du fonds « Infra-med », qui va financer de nouvelles infrastructures dans la région]. Cet effort doit permettre aux pays concernés de faire face dans de meilleures conditions au défi du développement mais également à celui de la démographie, qui se pose aussi en termes de création d'emplois.

Toutefois, cet élan ne doit pas faire oublier une relative fragilité : si l'insertion des pays du sud et de l'est de la Méditerranée dans l'économie mondiale a progressé, ces pays sont toujours en situation de déséquilibre structurel et donc fortement tributaires des flux extérieurs (commerce international, IDE et flux financiers des migrants). Le renforcement de l'attractivité passe donc aussi par le développement de politiques publiques au service d'une plus grande compétitivité et, localement, d'une meilleure transformation de l'épargne en investissement. Il faut encourager un climat propice aux affaires, par exemple en termes de sécurité juridique ou de développement de la formation professionnelle. La modernisation financière constitue un autre chantier d'importance, notamment s'agissant de la bancarisation de l'économie et du financement des PME.

Cette première session d'échanges va donc permettre de débattre de plusieurs questions relatives au renforcement de l'attractivité des pays méditerranéens. Comment encourager la compétitivité ? Que faire en faveur de la modernisation du secteur bancaire ? Et, beaucoup plus largement, comment aborder la question de l'intégration régionale ?

C'est autour de ces questions et de celles que vous souhaitez aborder en complément que je vous propose d'articuler cette discussion. Je vous remercie de votre attention et, sans attendre, j'ai l'honneur de céder la parole à Mme la Secrétaire d'État au commerce extérieur, Mme Anne-Marie Idrac.